

Le congrès de Québec solidaire de mai 2013

Quelle alliance : partis souverainistes ou mouvements sociaux ?

Le prochain congrès de Québec solidaire aura à combler certains postes à la direction dont celui de président et porte-parole homme et prendre des décisions concernant la prochaine campagne électorale : les buts, les alliances, des modifications de la plate-forme électorale et le financement. Le choix, pour une deuxième fois depuis le congrès de mars 2011, d'une politique d'alliances en sera l'élément crucial. On y proposera soit une alliance avec les partis souverainistes, avec ou sans conditions, soit aucune alliance. Le grand nombre de circonscriptions opposées à toute alliance lors de la première ronde de discussion a amené la comité synthèse à expliciter la deuxième option autrement qu'en rejetant l'ensemble des options proposées de prime abord. S'annonce, espérons-le, une réédition du congrès de 2011 où le résultat du vote avait été un clair rejet des deux options proposées, alliance avec le PQ et celle avec le Parti vert, pour la plus grande déconvenue de la majorité de la direction nationale ([Congrès de Québec solidaire : non au « pacte tactique »](#), mon blogue, 3/04/11). Moins en évidence, le cahier synthèse esquisse l'amorce d'un nouveau type d'alliance avec les mouvements sociaux comme voie d'évitement vers l'isolement et surtout comme voie royale pour combiner la forces des urnes et celles de la rue afin que l'obtention de la majorité parlementaire coïncide avec la réelle conquête du pouvoir national afin de vaincre la féroce résistance de la bourgeoisie dans les banques et dans la bureaucratie étatique.

À l'aide de la direction de Québec solidaire inquiète de perdre sa marge de manœuvre

Mais voilà que la circonscription de Jean-Lesage (quartier Limoilou de la Ville de Québec), où militent quelques anticapitalistes de Gauche socialiste, volent au secours de la direction nationale. Elle veut lui éviter l'embarras d'encre encore une fois remettre en question une décision stratégique de congrès sous prétexte de changement de la conjoncture par l'utilisation d'euphémismes comme l'alliance de la gauche contre la droite (Amir Khadir) ou l'attente d'un appel téléphonique qui ne vient pas (Françoise David). Jean-Lesage considère « *que les propositions soumises ne reposent pas sur une analyse de la conjoncture et des enjeux actuels [et...] que les priorités politiques et les propositions d'une plateforme électorale se doivent d'être une réponse politique à la conjoncture...* ». Elle propose donc « *[q]ue le débat sur les priorités, les ententes électorales et le contenu de la plateforme [...] soit précédé d'un débat sur [...] [l]a conjoncture et les enjeux [et la] réponse politique de Québec solidaire face à ces enjeux* » tout en reconnaissant que ce bouleversement de l'ordre du jour remet au début de 2014 la décision sur les alliances. Entre temps, la direction nationale garderait toute sa marge de manœuvre.

La circonscription produit même un texte sur la conjoncture à l'intention du congrès ([Ensemble, pour un Québec indépendant, écologique, féministe et solidaire !](#), Presse-toi-à-gauche, 9/04/13). Il est assez cavalier de considérer que la majorité des congressistes, qui sont des militantes du parti et souvent des organisations syndicales et populaires, ne suivent pas la conjoncture. Même si manque certes une grande presse de gauche — on ne dira jamais assez comment ce fut politiquement criminel que les directions syndicales et de Québec solidaire aient laissé mourir le populaire *Rue Frontenac*, quotidien web et hebdomadaire sur papier des lockoutés du Journal de Montréal, alors que toutes les conditions étaient réunies pour le pérenniser — les militantes du parti savent lire entre les lignes et sont des gens qui discutent entre elles et avec la population. S'il y avait lavage de cerveaux, Québec solidaire n'existerait même pas. Non seulement y a-t-il des débats pré congrès mais il y aura, au congrès même, près de huit heures de temps de présentation et de discussion sur la conjoncture, la campagne et la plate-forme dont 1.5 heure en ateliers. Les camarades de Limoilou pourront y faire valoir leur point de vue sans jouer aux petits professeurs.

Le texte de Limoilou obscurcie plutôt l'enjeu des alliances car il n'a rien à dire sur Option nationale tout en diabolisant le PQ. Non seulement la dite analyse de la conjoncture de la circonscription Jean-Lesage éclaire mal ou pas du tout le débat sur les alliances mais elle ne comprend pas qu'il ne s'agit aucunement d'une affaire de conjoncture. Il s'agit de fermer la période d'hégémonie du PQ,

depuis la fin des années 60, sur les mouvements sociaux. Profitant de l'incapacité de la révolution tranquille prolétarienne (1966-1976) de se doter de son instrument politique conjuguant émancipation sociale et libération nationale, l'aile la plus nationaliste des Libéraux se constitua alors en « parti québécois ». Ce nom même signifiait la volonté de masquer l'antagonisme de classe, alors prédominant, au profit de l'unité nationale contre le fédéral. En même temps, le nouveau parti contournait puis absorbait un Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) jugé trop radical par la bourgeoisie de par le fait même de son projet clairement indépendantiste lourd de potentiels débordements révolutionnaires mais qui en même temps restait ambiguë sur la lutte de classe — le « rassemblement... » de qui « ...pour l'indépendance nationale ».

La diabolisation du PQ renforce le « vote utile »

Certes, le PQ gouverne nettement à droite de sa plate-forme elle-même néolibérale mais, en bon parti nationaliste interclassiste sensible aux pressions populaires, il a fait quelques concessions à gauche tout en poursuivant sa brutale politique d'équilibre budgétaire pour tout à la fois tirer le tapis sous les pieds de la CAQ et pour séduire Québec Inc.. On se souvient de l'annulation de la hausse des frais de scolarité et de l'abolition de la répressive loi 12.

« Au budget, le gouvernement a aboli la règle des 15 ans, une subvention abusive à l'industrie [pharmaceutique]. Les deux Solidaires ont également participé aux travaux entourant les projets de loi 1 et 2, respectivement sur l'intégrité en matière de contrats publics et sur le financement des partis politiques. Sur le second, ils ont notamment obtenu l'inclusion de mesures pour permettre à de nouveaux partis d'émerger avec un financement équitable. M. Khadir souligne également des avancées dans des causes appuyées par Québec solidaire "Les orphelins de Duplessis ont réussi à faire effacer les faux diagnostics de maladie mentale et les retraités de la White Birch ont obtenu de l'aide pour leur retraite. L'Assemblée a reconnu la Palestine comme État. L'amiante et l'énergie nucléaire reculent au Québec..." » (Communiqué de presse de Québec solidaire, 7/12/12)

Si la taxe santé n'a pas été abolie, elle a quand même été modulée progressivement. Si dividendes et gains de capitaux n'ont pas été davantage imposés comme promis, le PQ a ajouté un humble palier d'impôt sur le revenu. *Last but not least*, le PQ dispose en réserve de l'argument matraque qu'il est un gouvernement minoritaire. Il peut même rajouter qu'en ces durs temps d'austérité, il parvient à éviter le pire tout en rétablissant l'équilibre budgétaire mieux qu'en Ontario afin que le Québec ne s'effondre pas comme le font les pays de l'Europe méditerranéenne.

La diabolisation ne prépare pas à contrer le « vote utile ». Au contraire. Son biais qui déforme la réalité laisse incrédule l'électorat hésitant surtout quand le message de Québec solidaire ne se démarque pas qualitativement de celui du PQ comme ce fut le cas durant la dernière campagne électorale (Mon article, [Le cadre financier et le plan vert de Québec solidaire](#), ESSF, 18/08/12). La force de l'argumentation contre le « vote utile » pour le PQ, et encore plus le refus d'une alliance quelconque avec lui, repose sur le contraste entre le néolibéralisme inhérent au programme péquiste et l'antilibéralisme de certains éléments de la plate-forme de Québec solidaire, en autant qu'ils soient mis en vedette et certainement pas placés sous le boisseau. Cela n'empêche pas d'expliquer que les « concessions » du PQ, tout comme celles des Libéraux avant eux envers le mouvement écologiste (Suroît, Orford), sont essentiellement le produit de la lutte sociale faisant parfois aboutir des mésententes au sein de la bourgeoisie (ex. amiante, Gentilly).

Pour un changement systémique — et pour rendre limpide la critique du néolibéralisme du PQ — il faudra, cependant, un net virage à gauche de l'ensemble de la plate-forme de Québec solidaire, particulièrement sur la question de l'expropriation des banques, ce qui nécessite l'indépendance, donnant les moyens politiques et financiers du plein emploi écologique. Pour y arriver, l'assaut d'un nouveau printemps érable, avec cette fois des revendications plus offensives et une « grève sociale » annonçant une rupture, sera sans doute indispensable pour créer le bon contexte. Toutefois, une mue antilibérale si ce n'est anticapitaliste du parti ne sera possible que si s'y construit une opposition anticapitaliste combative et visible capable de remplacer sa direction sociale-libérale si elle ne suit pas le mouvement.

Option nationale ou la rénovation du projet Québec Inc.

Voilà qu'en plus surgit le mirage d'Option nationale avec lequel le parti a décidé de prendre langue lors du Conseil national de l'automne 2012. Il s'agirait maintenant d'hausser la mise au niveau d'une alliance. La naissance inattendue d'Option nationale n'est pas plus déconnectée du développement de Québec solidaire que celle du PQ, à la fin des années 60, ne l'était de celui du RIN propulsé par son relatif bon résultat aux élections de 1966.

Avec sa « souveraineté-association » se substituant à l'indépendance nationale, avec son « préjugé favorable aux travailleurs » remplaçant le programme social-démocrate du RIN, le PQ fit se saborder un RIN à la recherche de raccourcis électoralistes et surtout peu convaincu et convainquant de la dimension d'émancipation sociale inhérente à celle de libération nationale. Le RIN avait emprunté au Parti socialiste du Québec (PSQ), aile québécoise du nouveau NPD, son programme social, ayant compris que la nombreuse jeunesse *baby-boomer* ne carburerait pas au nationalisme traditionnel. Quant au PSQ, il ne comprit jamais qu'il fallait répondre par l'indépendance à l'oppression nationale fortement ressentie par le peuple québécois. Une fois le RIN digéré, la stratégie de l'étapisme péquiste prit la place d'une stratégie de libération nationale par la rue et par les urnes, très crédible durant la révolution tranquille prolétarienne.

Face à Québec solidaire, Option nationale vise la même opération mais à l'inverse et dans des conditions plus difficiles car, contrairement aux quasi 6% du vote du RIN en 1966 qui ne lui avait valu aucun député, le même score de Québec solidaire en 2012 a produit deux députés étant donné la grande concentration du vote dans quelques comtés alors qu'Option nationale ne parvenait pas à faire élire son chef. La côte à remonter étant plus abrupte pour Option nationale, il ne faudrait pas se surprendre que son chef « charismatique »... et pas très démocratique recherche un raccourci en provoquant un duel dans une circonscription du « croissant fertile » montréalais ou limitrophe à celui-ci puisque les bases électorales des partis dit souverainistes s'y recourent largement.

Option nationale a réalisé que Québec solidaire est peu convaincu et peu convainquant sur la question de l'indépendance. Françoise David ne la revendiquait même pas dans sa brochure publiée en 2004 ayant servi à lancer Option citoyenne. Refoulée en fin de plate-forme, l'indépendance de Québec solidaire est rabaissée à un simple moyen pour réaliser son programme social et non pas comme étant la seule réponse politique possible, après la loi dite de la clarté de 2000, au *Quebec bashing*, à l'humiliation nationale et à l'ignorance constitutionnelle. Cette réduction au rang de moyen ratatine l'indépendance à une simple affaire constitutionnelle et quelque peu linguistique. Option nationale a su s'enfoncer dans cette faille pour conquérir l'électorat de jeunes instruits francophones lequel est aussi une composante importante de celui de Québec solidaire.

La direction de ce parti a damé le pion à Québec solidaire sur la question de la langue d'enseignement des cégeps tout comme sur la revendication de la nationalisation des entreprises de ressources naturelles, revendication largement popularisée contrairement à Québec solidaire qui la mentionne à peine. Comme cet électorat est plutôt progressiste, Option nationale a coopté dans son programme les revendications Solidaires de la gratuité scolaire et de Pharma Québec — l'industrie pharmaceutique québécoise est essentiellement étrangère, coûteuse fiscalement et sur le déclin — tout comme celles sur la démocratisation des institutions (proportionnelle, financement publique, contrôle du lobbysme).

Il est vrai que tous ces éléments programmatiques, si progressistes soient-ils, correspondent au rénovateur nationalisme moderniste très capitaliste du nouveau parti. Par contre, Option nationale tique sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables car celles-ci heurtent son nationalisme hydro-québécois et son rêve d'indépendance pétrolière. Quant aux luttes contre la pauvreté et pour l'égalité des femmes, si peu propices à l'accumulation du capital au bénéfice de Québec Inc., le nouveau parti les a laissés tomber. Pour ce qui est des droits syndicaux et des conditions salariales et de travail, de la fiscalité des entreprises et des traités de libre-échange,

Option nationale n'a rien à foutre de ces entraves au développement du capitalisme québécois dans le contexte de la compétitivité du marché mondial.

C'est à se demander pourquoi la direction de Québec solidaire tient tant à persister dans un dialogue laissant entrevoir une perspective d'entente électorale avec ce parti capitaliste dont la stratégie de référendum, simple ou multiple, d'accession à l'indépendance reproduit finalement l'étapisme péquiste, peut-être en pire, tout en se confinant sur le terrain institutionnel comme le PQ et Québec solidaire. Il est vrai que le chef du parti, un ancien gestionnaire de la finance internationale, a donné à l'indépendance un tonus de développement économique, si capitaliste soit-il, qui manque terriblement à Québec solidaire tellement ce dernier a sombré dans le marginalisme social-libéral.

Des anticapitalistes compromis qui ratent la cible

Le compte-rendu du congrès d'Option nationale par le dirigeant de Gauche socialiste et militant du comté de Jean-Lesage (Bernard Rioux, [Option nationale : derrière le couronnement de Jean-Martin Aussant](#), Presse-toi-à-gauche, 19/03/13), d'où sont tirées les informations qui sous-tendent mon analyse d'Option nationale, justifie malgré tout le dialogue stratégique entre Québec solidaire et Option nationale :

« Nous partageons l'objectif central de l'indépendance du Québec. C'est pourquoi, même si nos analyses et nos stratégies divergent, il nous semble essentiel de discuter à fond des problèmes auxquels a fait, fait et fera face le peuple québécois dans sa lutte pour l'indépendance. »

Le même auteur, malgré un compte-rendu fort critique du dernier grand rassemblement nationaliste (Bernard Rioux, [L'unité des indépendantistes ne pourra passer que par la construction d'un mouvement citoyen agissant !](#), Presse-toi-à-gauche, 9/04/13) justifie la présence de Québec solidaire au sein des multiples forums (Conseil de la souveraineté, États généraux et Convergence nationale). Mis ou remis sur pied par les amis du PQ pour assurer son hégémonie chancelante sur le mouvement national et les mouvements sociaux au moment de la crise existentielle du PQ au printemps 2011, ces forums lui restent aujourd'hui nécessaire pour aboutir à un gouvernement péquiste majoritaire. Pourtant Option nationale en est venu à refuser de participer au congrès de Convergence nationale de la fin mai « suite au positionnement du Parti québécois qui a affirmé, à travers son président Raymond Archambault, qu'il n'avait pas l'intention de montrer d'ouverture face aux souverainistes d'autres partis » (Option nationale, communiqué du 27/03/13).

L'alliance d'une partie des collectifs anticapitalistes, dont Gauche socialiste, avec la direction sociale-libérale de Québec solidaire — l'autre partie se satisfaisant d'une propagande sans effet politique — amène à un tel grand écart entre analyse et conclusion. C'est aussi cette alliance qui conduit à diaboliser le PQ de sorte à accentuer artificiellement les contradictions programmatiques entre le PQ et Québec solidaire dont on s'interdit de faire la critique de son social-libéralisme en voie de marginaliser les éléments antilibéraux de la plate-forme. L'absence de solide et percutante critique anticapitaliste n'aidera en rien Québec solidaire à se déprendre du piège sociale-libérale où il continue de s'enfoncer.

Retrouver un antilibéralisme en voie de perdition

Les points acérés de sa plate-forme, qui ne manquent pas, doivent être criés sur les toits :

- gratuité scolaire certes mais aussi celle du transport public (sur dix ans), des frais dentaires et oculaire ;
- la suppression des écoles et garderies privées (et l'intégration de leur personnel dans le système public) ;
- la nationalisation (et la démocratisation) ou la propriété majoritaire étatique de toutes les entreprises exploitant les ressources naturelles ;
- le refus de toute exploitation d'énergie fossile conventionnelle ou schisteuse, d'uranium, d'énergie nucléaire et d'harnachement hydraulique de toute rivière supplémentaire ;

- un investissement massif dans la sobriété et l'efficacité énergétique (et les énergies alternatives) et dans le transport public électrifié suffisant pour supprimer la consommation de pétrole d'ici 2030 et pour réduire les émanations de gaz à effet de serre de 40%, par rapport à 1990, d'ici 2020 et de 95% d'ici 2050 ;
- la construction écologique de 50 000 logements sociaux sur cinq ans ;
- un revenu minimum garanti de 12 000 \$ l'an, un salaire minimum de 12.50 \$ l'heure ;
- la syndicalisation multipatronale, l'interdiction des lockouts ;
- l'expropriation d'entreprises solvables qui ferment ou congédient massivement et l'aide à leur prise en main par des coopératives de travail ;
- la francisation des entreprises employant plus de 10 personnes ;
- un mode de scrutin proportionnel ;
- pour faire l'indépendance une assemblée constituante à parité femme-homme dès le premier mandat.

La dérive sociale-libérale des communiqués de presse commence à semer la confusion. Non seulement la direction nationale critique-t-elle sur la droite la création supplémentaire de places en garderie au nom du pragmatisme et du soutien aux PME mais elle passe sous silence la nationalisation des entreprises exploitant les ressources naturelles et, *last but not least*, ne s'oppose plus à l'extraction du pétrole conventionnel en autant que le BAPE soit d'accord.

Par contre, elle souligne sa réforme « FTQ plus » des régimes de pensions laquelle ne fait que déplacer les chaises sur le pont du Titanic en privilégiant les fonds capitalisés régis par l'État au lieu des fonds collectifs privés et des fonds individuels. Tous sont soumis, les uns autant que les autres, à la rentabilité du capital financier de moins en moins au rendez-vous. Ne maîtrisant pas, en plus, les complexes méandres de vases communicants entre tous les différents programmes dont l'importance varie en fonction des statuts du travail, la direction a droit à une salve de critiques bien ou mal intentionnées. Vaut-il la peine de réformer la gestion du capital financier des régimes de pension qui tous soumettent le prolétariat à dictature des marchés, avec ou sans garanti de l'État laquelle bénéficie finalement plus aux gestionnaires de fonds qu'au monde du travail ?

Pourtant une réforme antilibérale des régimes de pension est simple comme bonjour. D'abord conserver le programme de la Sécurité de vieillesse fédérale, et son complément de supplément de revenu garanti, lesquels ensembles assurent déjà un revenu minimum garanti au-delà de 12 000 \$. Ensuite, lui adjoindre un régime de pensions proprement dit, aussi financé par une fiscalité réformée et non par des fonds capitalisés, basé sur les meilleures années de salaire et sur le nombre d'années de service — avec ajustement pour les mères (et les quelques pères) à la maison d'enfants en bas âge — qui, avec le programme de sécurité de vieillesse, assurerait 75% ou plus du salaire final, au pire le revenu minimum garanti (bonifié).

Un bilan lucide d'un printemps érable finalement peu solidaire

Il faut savoir tirer les leçons de l'échec stratégique du printemps érable qui, finalement, a dû accepter un recul par rapport au statu quo. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas une source colère aiguisée par une répression toujours plus virulente et aguerrie par un apprentissage de la solidarité. Cette colère pourrait, plus tôt que tard, faire ressortir de terre un printemps érable bis... et au carré. Reste que la « grève sociale » n'a pas eu lieu forçant une piteuse fin de grève étudiante sans gain à la hauteur de la mobilisation pendant que les partis de la droite anti-étudiante remportaient la majorité des sièges de l'Assemblée nationale.

La face du Québec eut pu être changée si, quand il était temps, Québec solidaire, particulièrement à son congrès de la fin avril 2012 quand l'effervescence était à son comble, se fut déclaré en faveur de la grève sociale, juste à temps avant l'imbroglio du sommet du début mai 2012, entre le gouvernement libéral allié aux directions syndicales et les directions étudiantes confuses, lequel a marqué le début du déclin de la grève étudiante, déclin un temps masqué par le grand succès de foule de la Journée de la terre du 22 avril. Le prestige et la crédibilité des porte-parole de Québec

solidaire auraient au moins généré un grand débat public sur le sujet non limité à la sphère militante comme celui qui eut lieu. Il est vrai, cependant, que la CLASSE fut lente à se rallier à l'idée de la grève sociale et qu'elle eu tort, une fois l'élection déclenchée, de ne pas appuyer le seul parti prônant la gratuité scolaire. N'ayant pas reçu l'ascenseur de la grève sociale de la part de Québec solidaire, la CLASSE ne lui renvoya pas celui de son appui.

Les quelques nouvelles adhésions à l'ASSÉ et le rejet des hausses faramineuses des Libéraux, faisant oublier la dissolution de la CLASSE et l'indexation péquiste, et une nouvelle élue et deux petits points de pourcentage de plus pour Québec solidaire contrastant avec la vague orange de l'année précédente ne furent que des prix de consolation. Le divorce entre la CLASSE et Québec solidaire entraîna à la fois la défaite du printemps érable et celle électorale de la gauche politique québécoise. Comment ne pas répéter ce catastrophique divorce ? La base des mouvements sociaux est potentiellement la même que celle de Québec solidaire. Leur jonction est une affaire de conscience et de confiance. La première viendra de la clarté et de la crédibilité antilibérale et anticapitaliste de Québec solidaire, la deuxième de l'expérience de d'autres printemps érables... victorieux.

Le rapport du parti avec le mouvement social : antilibéralisme, alliance et réorganisation

La prochaine fois doit être la bonne. De la part de Québec solidaire, la première chose à faire consiste à diffuser haut et fort les éléments les plus antilibéraux de sa plate-forme en les réaffirmant au gré de la conjoncture. Il ne faudrait pas se retrouver dans la situation ridicule du débat montréalais des candidats au poste de porte-parole homme quand tous les quatre candidats se déclarèrent favorables à appuyer l'embryonnaire mouvement québécois contre le transport et le raffinage du pétrole brut provenant des sables bitumineux en sol québécois... alors qu'aucune instance nationale du parti n'a pris position sur aucun aspect du sujet. On peut aussi remarquer le même silence à propos du très dispendieux projet péquiste pour remplacer l'échangeur Turcot (Guillaume Bourgault-Côté, [Complexe Turcot — Une douche froide pour Montréal](#), Le Devoir, 26/03/13). Faire signer une pétition pour l'amélioration de quelques lignes d'autobus dans l'est de Montréal, ce qui pourrait certes aider à susciter la naissance indispensable d'un mouvement populaire pour le transport public, ne peut cependant faire oublier une acceptation tacite de la domination de l'automobile privée et du camionnage à longue distance tout au long du XXI^{ie} siècle. Cela s'appelle mettre la charrue avant les bœufs.

Du côté syndical et populaire se dresse la muraille de Chine de la sacro-sainte autonomie et de son corollaire gêné, la dépendance financière des groupes populaires envers l'État et la liaison étroite « concertationniste » des directions syndicales avec les gouvernements, péquistes ou libéraux. Pour défendre cette autonomie, on évoque souvent l'entrisme maoïste gros sabots d'il y a une trentaine d'années. Alors que l'entrisme réellement existant, qui dure toujours malgré qu'il se soit affaibli, est celui du PQ. Rarement ouvert, plutôt sournois, ne contestant pas l'autonomie formelle, conquérant d'abord et avant tout les directions et les appareils bureaucratisés mais aussi soutenue par une bonne partie des bases, la collusion PQ et directions des mouvements sociaux reste l'assise de l'hégémonie péquiste sur le peuple de gauche et progressiste.

La contre-attaque de Québec solidaire se fait attendre. Elle se doit d'être d'abord programmatique, comme on l'a dit, mais aussi politique et organisationnelle. Le prochain congrès aura l'occasion, s'il refuse la référence au comité électoral, d'incorporer dans la prochaine campagne électorale l'explication de la liaison organique entre parti des urnes et parti de la rue :

« Présenter Québec solidaire comme un parti expliquant la nécessité d'un mouvement social fort, ce qui a manqué au printemps érable, pour avoir le rapport de force afin de pouvoir implanter une politique antilibérale. »

Il pourra aussi débattre d'alliance avec le mouvement social en autant qu'il refuse d'abord toute alliance avec le PQ et Option nationale :

« Québec solidaire favorise des alliances (y compris électorales) avec des partis ou des organisations sociales qui permettent de coaliser les forces capables de s'opposer à la domination de l'oligarchie

régnante, de bloquer son offensive d'austérité et de rallier les secteurs de la population qui luttent pour plus de justice sociale et pour faire avancer le combat pour l'indépendance. »

Ce changement de cap, au-delà de la transmission de pétitions à l'Assemblée nationale, d'occasionnelles conférences de presse communes, de participation ou soutien à certaines coalitions et de présence de cortèges dans des manifestations avec ou sans distribution de journaux — ce qui n'est pas rien — requerra un nouveau sens de l'initiative et, à terme, un changement structurel du parti. Ne pourrait-on pas commencer à construire une unité organique parti-mouvements sociaux sur la base d'une poignée de revendications communes, que l'on pourrait qualifier de programme d'urgence, doublées d'un plan d'action dont la campagne électorale serait un moment fort.

Se développerait une liaison organique avec le mouvement social laquelle appellera une restructuration du parti de bas en haut pour que la structure d'interface avec les organisations syndicales et populaires fasse un pendant à celle électorale. Il ne faut pas concevoir cette nouvelle approche comme uniquement un dialogue en haut lieu entre le parti et les organisations sociales mais aussi qu'il se fasse au sein du parti et des organisations, tant à l'interne qu'entre elles. Cette démarche ne serait pas une opération sans risque et rien ne garantit qu'elle puisse aboutir pour les prochaines élections. Mais l'alternative est pire, soit un petit parti isolé qui risque de se faire damer le pion par Option nationale. On aurait eu raison de résister à la tentation de la grande alliance dite souverainiste avec les deux autres partis néolibéraux — on y aurait perdu notre âme antilibérale — mais on aurait tort de se peindre dans un coin pour autant. Comme disait l'autre : on plonge et puis on voit. Québec solidaire doit rectifier le tir afin d'éviter le pire.

L'indépendance pour le plein emploi écologique

Québec solidaire sera-t-il ou ne sera-t-il pas, *that is the question*. À sa troisième tentative, le parti a obtenu un score à peine plus élevé que le RIN à sa première tentative en 1966. La première tentative du PQ en 1970, après avoir avalé le RIN et le droitiste Rassemblement national (RN), lui obtenait 23% des voix, moins que les Libéraux mais bien plus que chacun des deux autres partis (Union nationale et Ralliement créditiste). Ces derniers, cependant, à cause de la concentration de leurs votes, obtinrent chacun sensiblement plus de députés que le nouveau PQ. En 1973, avec sept points de pourcentage de plus mais un député de moins, à cause du très haut score des Libéraux, le PQ devint, malgré tout, la maigre opposition officielle. En 1976, avec onze points de pourcentage de plus qu'en 1973, le PQ forma un gouvernement majoritaire, passant de 6 députés à 71, huit ans après sa fondation. En comparaison, non seulement Québec solidaire stagne-t-il — l'élection de sa présidente en 2012 lui a simplement permis d'éviter une crise — mais la concentration de plus en plus forte de son vote dans les quelques circonscriptions du « croissant fertile » montréalais apparente sa situation à celle du Ralliement créditiste à cette différence près que Québec solidaire est globalement en légère croissance. Et voilà qu'Option nationale lui joue dans les pattes.

Québec solidaire est à la croisée des chemins. Sa direction et une grande partie de ses membres doivent sortir de leur bulle. Les sondages, une fois discompté l'effet de l'urne, sont un avertissement. La plate-forme du parti contient assez de jus antilibéral, malgré l'absence très problématique de la clef de voûte de l'expropriation des banques. Au parti de mettre en évidence cet antilibéralisme et de l'argumenter pour en faire un paquet articulé électoralement attrayant en nette rupture avec la vacuité néolibérale des Plans Nord et Plan St-Laurent, de la gouvernance souverainiste et de l'indépendance pour Québec Inc.. En son temps, l'évocation de l'indépendance suffisait car elle était comprise, par la majorité populaire, comme signifiant la libération nationale et l'émancipation sociale du peuple québécois par une stratégie de la rue et des urnes. Il a fallu le PQ pour néolibéraliser l'idée de l'indépendance et pour la réduire à une affaire étroitement institutionnelle à conquérir par la seule voie des urnes. Aujourd'hui, à l'heure des crises économique et écologique, il faut ressouder explicitement libération nationale et émancipation sociale. Pourquoi pas « L'indépendance pour le plein emploi écologique » ?

Marc Bonhomme, 21 avril 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca